

*Questions orales*

déchiré par d'innombrables conflits et querelles, à adopter récemment ces accords illustre les hauts faits qui peuvent être accomplis au nom de la justice, de l'égalité et d'un avenir meilleur pour tous.

Ces accords marquent le commencement d'une nouvelle ère de collaboration et de bonne volonté, une ère où les iniquités d'un passé douloureux et d'un présent mouvementé ne seront plus tolérées et où il sera possible d'envisager un avenir empreint de respect.

Il s'agit véritablement d'un exploit que tous les députés voudront louer et appuyer. Par conséquent, j'invite le gouvernement à présenter cette mesure législative historique à la Chambre des communes et à veiller à ce qu'elle soit adoptée rapidement.

\* \* \*

[Français]

**LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DU CANCER**

**Mme Suzanne Duplessis (Louis-Hébert):** Monsieur le Président, j'ai le plaisir de rappeler à la Chambre qu'avril est le «mois du cancer».

Nul besoin de rappeler les ravages du cancer dans la population canadienne. Il ne s'agit pas d'une maladie mais d'un groupe de maladies ayant un point en commun et s'attaquant aux personnes de tout âge et, dans une plus grande mesure, à la population âgée.

La Société canadienne du cancer s'efforce d'enrayer le cancer et d'améliorer la qualité de vie des personnes qui en sont atteintes. Elle fait de l'éducation auprès du public, crée des milieux plus sains en favorisant des modifications législatives, offre un soutien émotif et pratique aux patients et à leurs familles et tient des collectes de fonds.

• (1415)

Souhaitons à la Société canadienne du cancer et à ses nombreux bénévoles que les activités qui marqueront le mois du cancer connaîtront beaucoup de succès.

\* \* \*

[Traduction]

**LES INSTITUTIONS BANCAIRES**

**M. Sergio Marchi (York-Ouest):** Monsieur le Président, le gouvernement a fermement refusé d'amener les banques à assumer leurs responsabilités relativement à l'économie nationale.

Les milieux d'affaires, le secteur manufacturier, les promoteurs, les secteurs de la construction, de la restauration et du commerce de détail se plaignent surtout de

ce que, même s'ils sont depuis longtemps des clients loyaux, ils ne peuvent actuellement obtenir des banques l'aide qui leur permettrait de voir la lumière au bout du tunnel, et ce, au moment où ils en ont le plus besoin.

Pendant la présente récession, les banques ont tellement limité le crédit qu'elles ont empêché la croissance économique et la création d'emplois. Bien que les banquiers aient dit à maintes reprises que ce sont les petites et moyennes entreprises qui créent le plus d'emplois, d'après l'Association des banquiers canadiens, moins de 25 p. 100 des prêts aux entreprises sont consentis aux PME.

Les grandes banques ne devraient pas faire payer aux petites et aux moyennes entreprises les erreurs qu'elles ont commises en consentant des prêts à des pays d'Amérique du Sud, à la société Campeau et à Olympia & York. Notre chef a souvent demandé aux banques de modifier leur façon de faire; si elles persistent dans leur entêtement, il incombera au Parlement de modifier les lois qui leur confèrent leur position privilégiée au sein de la société canadienne, de sorte qu'elles aussi puissent contribuer à redonner du travail aux Canadiens.

**QUESTIONS ORALES**

[Traduction]

**L'ÉCONOMIE**

**L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre.

Dans un rapport confidentiel, le FMI a dit au gouvernement canadien qu'il doit remettre de l'ordre dans ses finances. Plus tôt aujourd'hui, le ministre des Finances a dit qu'il souscrivait entièrement au rapport du FMI. Or, depuis des années, nous disons justement au gouvernement que ses priorités ne sont pas les bonnes.

Puisque des pressions de l'extérieur s'exercent maintenant sur le gouvernement pour qu'il revoie ses priorités, le premier ministre va-t-il se raviser et annuler l'infâme projet qui prévoit l'achat d'hélicoptères dont nous n'avons absolument plus besoin? Par ailleurs, pour montrer sa bonne volonté et prouver qu'il veut économiser l'argent des contribuables, va-t-il annuler la visite royale qu'il compte effectuer dans quatre capitales européennes afin d'y distribuer son CV et d'y trouver un emploi?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, je voulais hier féliciter le chef de l'opposition de ses 30 années au Parlement et lui dire que les années d'expérience qu'il y a acquises ne semblent pas lui donner plus de raffinement pour autant.